

PARLEMENT
DE LA
COMMUNAUTE FRANÇAISE

Session 1998-1999

10 MARS 1999

PROJET DE DECRET

RELATIF A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ARTISTIQUE (1)

RAPPORT

PRESENTE AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
PAR M. HIANCE, MME COGELS-LE GRELLE

(1) Voir Doc. n° 257 (1997-1998) nos 1 à 8.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (1) a examiné au cours de ses réunions des 10, 16, 25 mars et du 1^{er} avril 1999 le projet de décret relatif à l'enseignement supérieur artistique.

I. PROCEDURE

Mme Stengers, pour l'ordre des travaux, constate que la commission a à examiner un projet de décret relatif à l'enseignement supérieur artistique ainsi qu'une proposition de décret relative à la définition des objectifs généraux de l'enseignement supérieur artistique.

Dans la mesure où la commission est maîtresse de ses travaux, Mme Stengers juge qu'il serait absurde de ne pas inverser l'ordre du jour et dès lors de commencer par la proposition de décret pour examiner ensuite le projet de décret. Le bon sens implique l'inversion de l'ordre du jour.

M. le Président tient à rappeler que suivant le règlement du Parlement de la Communauté française, les projets de décret ont priorité sur les propositions.

Mme Dupuis n'a pas de fétichisme quant au timing de la réunion. Elle ne peut être que d'accord avec Mme Stengers sur le fonds. En effet, quand on a des objectifs généraux, c'est sans doute la première chose à discuter. Ceci étant, Mme Dupuis ne voit aucune objection à ce que les deux textes soient examinés simultanément. Elle suivra donc la procédure habituelle.

La proposition de Mme Stengers visant à inverser l'ordre du jour des travaux est rejetée par 10 voix contre 2.

(1) Ont participé aux travaux:

M. Pory (Président), MM. Bodson, Chabot, Dehu, Mme Dupuis, MM. Massy, Melin, Neven, Mmes Persoons, Stengers, M. Antoine, Mme Cogels-Le Grèlle, MM. Hiance, Scharff et Marchant.

Assistaient également à la réunion:

MM. Deffet, Séneca, membres du Parlement;

M. Ancion, ministre de l'Enseignement et de la Recherche scientifique;

M. Coulon, représentant le cabinet de la ministre-présidente;

MM. Weber, Jauniaux, Mme Windels représentant le cabinet du ministre Ancion;

M. Wallée, représentant le cabinet du ministre Van Cauwenberghe;

M. Delvaux, expert du groupe PS;

Mme Daubie, experte du groupe PRL-FDF;

Mme Deheneffe, experte du groupe PSC.

II. EXPOSE DE M. ANCION, MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, DU SPORT ET DES RELATIONS INTERNATIONALES

Le projet de décret que M. le ministre a présenté était attendu depuis 1970. C'est la loi du 7 juillet 1970 relative à l'organisation générale de l'enseignement supérieur qui a structuré l'ensemble du niveau en, d'une part, un enseignement universitaire et, d'autre part, un enseignement supérieur de type long de niveau universitaire et un enseignement supérieur de type court. A l'époque, le législateur proclama le statu quo en précisant: « jusqu'à ce qu'une loi règle cette matière, la structure, le classement et la réglementation établie en matière d'ESA restent en vigueur ».

Mais pourquoi avoir tardé si longtemps? Autrement dit, pourquoi l'enseignement artistique dans son ensemble n'est-il pas considéré comme les 6 autres catégories de l'enseignement supérieur? La question peut surprendre, l'histoire l'explique.

Les déséquilibres idéologiques Nord-Sud ont entraîné, lors de la scission en 1963 du ministère de l'Instruction publique, la constitution de quatre départements: enseignements néerlandophone et francophone, cultures néerlandophone et francophone. L'ensemble des enseignements artistiques y compris celui de l'architecture ont alors relevé des départements de la Culture.

En 1975, on a donné vie aux Conseils culturels tout en maintenant deux ministères de l'Education; l'enseignement de l'architecture est repassé à l'Education.

En 1980, le ministre de l'Education, qui avait deux « casquettes » ministérielles, une nationale et une communautaire, gère l'enseignement artistique en tant que service de la Culture.

Enfin, en 1989, l'enseignement étant communautarisé, l'enseignement artistique a réintégré, lui aussi, le ministère de l'Education.

Ce passé en « va-et-vient » a entraîné deux conséquences pour l'enseignement artistique non classé dans les structures de la loi de 1970: une législation et une réglementation devenues avec le temps obsolètes et un distanciellement vis-à-vis des pratiques scolaires et académiques courantes.

Autre explication également qui trouve sa source dans la nature même de l'enseignement artistique: le caractère multiple des arts dynamisé par la créativité, l'engagement idéologique et social, l'évolution technologique mais aussi la fidélité à la tradition et le retour chronique aux sources, la recherche de l'authenticité, la sincérité et l'exigence dans la poursuite du vrai et du beau, etc. Tout cela fait que ce monde des arts

est un monde en soi, un monde complexe et passionné.

Le moment paraît venu de consolider l'enseignement artistique dans une structure de formation initiale de haut niveau organisant un temps de formation dense avant l'entrée dans la vie active, et singulièrement dans la vie culturelle.

Un mot d'abord de la situation actuelle de l'enseignement artistique. On y distingue généralement trois domaines: celui de la musique et des arts de la parole confié à quatre établissements: nos trois Conservatoires royaux de musique et l'IMEP; 1 626 étudiants y étaient inscrits en 1998.

Vient ensuite le vaste domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace où l'on trouve neuf établissements: deux de la Communauté française: La Cambre à Bruxelles et l'ESAPV à Mons, trois du réseau officiel subventionné, à savoir les Académies des Beaux-Arts des villes de Bruxelles, Liège et Tournai ainsi que trois instituts Saint-Luc à Bruxelles, Liège et Tournai et l'école de recherche graphique à Bruxelles. En tout, c'est l'avenir de quelque 4 850 jeunes gens et jeunes filles qui s'y forge.

Enfin, il y a le domaine des arts du spectacle et techniques de diffusion que se partagent l'INSAS à Bruxelles et l'IAD à Louvain-la-Neuve et que fréquentent 550 étudiants.

C'est donc d'une tranche d'âge de quelque 6 000 étudiants que M. le ministre se soucie aujourd'hui. Son objectif est de poser les premiers jalons du développement d'un enseignement artistique de qualité au niveau de l'enseignement supérieur et cela dans l'ensemble de la Communauté française. Il veut lui assurer un rayonnement national et international accentué et offrir ainsi une chance supplémentaire d'insertion sociale épanouie à la jeunesse mais également apporter un plus aux créateurs et stylistes qui développent une activité économique.

Pour les étudiants qui sont son premier souci, la reconnaissance du niveau universitaire des études leur apporte trois garanties: l'équivalence interne (en Belgique) et l'équivalence externe (au niveau de l'Union européenne notamment) des diplômes délivrés; la possibilité d'études reconnues à l'étranger; et dans le cadre de la mobilité des personnes au sein de l'UE, l'accès à la profession, y compris notamment par la fixation des titres requis pour l'enseignement. Le ministre relève également à cet égard la création de la maîtrise des arts justifiée notamment par le souci de former des enseignants pour les disciplines artistiques du niveau supérieur.

Par ailleurs, un plus de qualité est offert à la jeunesse, à savoir: des conditions d'accès aux

études correspondant au niveau de l'enseignement supérieur; l'alignement sur les exigences européennes; des bases pédagogiques solides précisées dans le respect de la liberté académique.

L'ensemble «enseignement artistique» est subdivisé en trois domaines: musique et arts de la parole, architecture et arts plastiques, arts et techniques de diffusion. Chaque domaine a son organisation pédagogique propre. Le ministre a tenu en effet à respecter au maximum les acquis antérieurs des institutions.

L'opération que le ministre nous soumet est d'abord une opération de classement. Elle est budgétairement neutre et n'implique aucune rationalisation des études.

Un mot de chaque domaine:

— des arts du spectacle et techniques de diffusion: les deux établissements concernés voient leurs sections de l'enseignement supérieur du 3^e degré classées au type long et confirmées dans leur organisation;

— des arts plastiques, visuels et de l'espace: le type long des arts plastiques est créé et ses bases pédagogiques sont posées;

— de la musique et des arts de la parole: l'objectif est ici de mettre en place un enseignement offrant une formation initiale dense, en 4 ou 5 ans, impliquant une présence régulière d'étudiants répondant aux conditions d'admission de l'enseignement supérieur.

On se souviendra notamment de la situation actuelle de nos Conservatoires royaux dont le Conseil d'Etat, tout à fait à juste titre, précise qu'ils ne dispensent pas un enseignement de plein exercice et dont la Cour des comptes «présume» qu'ils relèvent de l'enseignement supérieur. Ces institutions verront leur statut juridique d'enseignement artistique élevé au rang d'établissement d'enseignement supérieur de niveau universitaire.

Comme on le voit, le présent projet que le ministre soumet à notre jugement opère plus qu'un classement, il pose aussi l'organisation pédagogique d'un enseignement artistique de haut niveau appelé à se développer au bénéfice de notre jeunesse et apte à assurer à nos institutions, créateurs et artistes, une renommée internationale.

Après nous avoir remerciés, le ministre s'est mis à notre disposition pour répondre aux questions.

III. DISCUSSION GENERALE

Mme Dupuis se réfère bien évidemment au développement de son article unique tel qu'il est

dans le texte déposé. Elle voudrait souligner un certain nombre d'orientations qui l'ont conduite à déposer ce texte qui est exclusivement un texte visant les objectifs généraux de l'enseignement supérieur artistique.

Comme elle le souligne dans le développement de sa proposition de décret, ce sont des démarches qui ont été effectuées préalablement par le Parlement, notamment dans le cadre du décret « Missions » pour ce qui concerne l'enseignement obligatoire. Mais, comme l'enseignement artistique, dans sa situation actuelle, se trouve confronté à une société qui est très utilitariste et qui veut avoir un enseignement, dans tous les autres secteurs, qui se veut performant, Mme Dupuis pense qu'il est impératif en Communauté française, parce que nous disposons d'écoles qui sont bien cotées et qui sont performantes, d'avoir à l'esprit qu'il faut donner à l'enseignement artistique sa spécificité, une visibilité et bien entendu lui montrer que la politique a pour lui une certaine ambition.

A ce niveau-là, l'article unique proposé regroupe une série d'objectifs que peut se fixer un enseignement de ce genre, tant au niveau de la Communauté française qu'au niveau européen où cette dimension a une importance de plus en plus grande.

Le texte déposé se fixe aussi pour objectif d'ancrer l'artiste dans la société. Mme Dupuis a eu encore récemment des conversations avec d'aucuns qui pensent que l'artiste est un homme ou une femme qui est hors du temps et hors de l'espace. Elle considère que cette conception peut viser certains individus mais ne peut viser un ensemble de professions et qu'il s'agit dès lors d'une erreur d'appréciation.

Mme Dupuis considère que l'artiste est un citoyen, qu'il a droit à une formation citoyenne et dans la mesure où il envisage une profession, il a droit aussi aux éléments de préparation à sa vie professionnelle.

Enfin, l'artiste a droit à être aussi un homme et une femme de culture, au sens de la définition que l'on donne aujourd'hui à la culture.

On parle aujourd'hui autant d'industries culturelles que de musées et de théâtres ... On a une série d'activités artistiques qui s'étendent sur différents domaines, différentes considérations comme par exemple l'audiovisuel qui est une activité transversale par rapport au monde de l'art et de l'industrie.

Mme Dupuis pense que fixer ces objectifs d'une manière non réductrice, anti-utilitariste, est important. Et si nous pouvions nous mettre d'accord sur un objectif de ce genre, Mme Dupuis en serait satisfaite.

Quand Mme Dupuis parle de spécificités de l'enseignement artistique, de visibilité, il n'y a

pas de modèle unique. Elle a réfléchi avec un certain nombre de personnes qu'elle a consultées à la constitution de ce que l'on pourrait appeler des instituts supérieurs des arts qui ne sont pas des hautes écoles ni des universités. Ce sont des institutions visibles qui organisent des collaborations avec les hautes écoles, avec les universités, avec les institutions culturelles pour que cette formation soit la plus large possible.

La dernière chose que l'on doit faire quand on parle aux artistes, quand on s'occupe d'enseignement artistique, c'est manier des concepts d'exclusivité; c'est un langage qui ne passe absolument pas.

Mme Stengers estime que nous nous trouvons devant une situation assez bizarre. En effet, nous avons reçu le projet de décret relatif à l'enseignement supérieur artistique au mois de septembre avec un avis du Conseil d'Etat et par la suite, nous avons reçu un second avis du Conseil d'Etat en décembre 1998. Il semblerait que dans un cas comme dans l'autre, le ministre et le Gouvernement n'aient pas voulu tenir compte de ses avis.

Mme Stengers, au nom du groupe PRL-FDF, a le sentiment ici de faire du mauvais travail parce qu'il s'agit d'un projet très délicat. En effet, Mme Dupuis a rappelé à juste titre combien l'enseignement supérieur a été souvent le parent pauvre des différents législateurs. Ce n'est pas une raison pour, en fin de législature, aller au plus vite et bâcler un texte. Dès lors, la question qui se pose est de savoir si nous, parlementaires, sommes responsables en examinant ce projet de décret.

Sommes-nous bien dans la légalité ? En effet, si on lit les avis du Conseil d'Etat, il y a violation flagrante de l'article 4 de la loi du 6 juillet 1970 qui dit : « il y a nécessité d'un avis du Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique ». Depuis que ce projet de décret a été déposé, remettre sur pied le Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique aurait été une chose tout à fait possible. Ce qui nous aurait permis de travailler dans la légalité.

Mme Stengers se souvient que M. Marchant avait interrogé le ministre le 20 octobre 1998 sur la remise en place du Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique.

Le ministre lui avait alors répondu qu'il avait consulté un grand juriste, en l'occurrence M. Uyttendaele. Celui-ci explique que l'obligation de consulter le Conseil supérieur n'est pas valable dans la mesure où le législateur décréte avait le pouvoir absolu, général et que la loi fédérale pouvait imposer une obligation au pouvoir décréte.

Mme Stengers suppose qu'il s'agit seulement d'un des aspects de la note qui a été développée.

Ceci est choquant dans la mesure où cette loi n'est pas abrogée.

S'il appartient au législateur décrétoire de faire un rapide projet de décret prévoyant l'abolition de cette disposition fédérale, et ainsi de travailler dans la légalité, il n'en reste pas moins que si ce texte n'est pas abrogé, nous devons le suivre et si nous devons le suivre, il doit y avoir un avis du Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique.

Avant d'entrer plus dans le fond du débat, Mme Stengers souhaite avoir connaissance de la note du cabinet Uyttendaele; cela lui permettra de savoir dans quel jeu elle joue. Elle souhaite, par ailleurs, que les débats soient suspendus afin de prendre connaissance du contenu de cette note.

M. Marchant tient aussi à soutenir la demande de Mme Stengers car il reste bien entendu sur sa faim suite à la réponse du ministre lors de sa question orale et à la lecture du second avis du Conseil d'Etat reçu par la suite.

Le ministre ne veut pas se prononcer sur l'opportunité d'une suspension de séance. Il veut simplement apporter deux précisions. La première est qu'il n'a pas perdu de vue la proposition de décret de Mme Dupuis, que du contraire. Comme elle l'a souligné tout à l'heure, l'enseignement artistique est un enseignement qui ne peut pas se plier aux définitions que nous donnons de notre enseignement supérieur. C'est un enseignement plus diversifié, plus subtil. C'est pourquoi, il acceptera que la proposition de Mme Dupuis soit reprise intégralement dans le décret pour en constituer le chapeau.

Le second élément de la réponse du ministre est le suivant. Ce décret veut régler un problème pendant depuis 27 ans et qui a surtout pour objectif de donner aux étudiants de l'enseignement supérieur artistique une sécurité quant à la validation de leur diplôme. Il ne faut pas faire, à travers ce projet de décret, un procès d'intention sur ce qui viendra après, à savoir la nécessaire ou la facultative opération de rationalisation de cet enseignement. Nous en sommes pour le moment à classer cet enseignement de manière telle que les quelque milliers d'étudiants qui le suivent soient à la fois rassurés sur la validité de leur diplôme, sur le caractère reconnu de ce diplôme à l'étranger et d'autre part, aient l'assurance que l'on suivra dans l'élaboration des programmes les recommandations de l'Union européenne.

En ce qui concerne la consultation du Conseil d'Etat, l'étude de maître Uyttendaele est intéressante. La demande d'avis du Conseil d'Etat est obligatoire et contraignante. Toutefois, le ministre n'est pas responsable du fait que le Conseil d'Etat, à tort ou à raison, évoque une modalité pour ne pas remettre son avis. Et si

Mme la présidente du conseil a consulté à nouveau le Conseil d'Etat, c'était justement pour lui faire dire ce qu'il pensait du décret.

A deux reprises, le Conseil d'Etat n'a pas voulu remettre un avis de fond. Il faut savoir que c'est en 1970 que l'on a prévu l'intervention du Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique et en 1988, la Constitution a été révisée de manière substantielle en ce qui concerne le pouvoir de légiférer en matière d'enseignement et qu'il est évident que cette modification impliquait l'abrogation implicite des dispositions de la loi de 1970 relatives à la consultation du Conseil supérieur.

Le ministre se permet de dire aux parlementaires qui ont le pouvoir législatif en main, qu'il est assez paradoxal que, alors que la Constitution nous donne le pouvoir final de légiférer en la matière, on se réfugie derrière l'avis éventuel d'un organisme complètement dépassé en la matière.

M. Marchant n'est pas encore satisfait de la réponse du ministre. S'il a bien écouté ses arguments, il n'a pas eu l'occasion de lire la note Uyttendaele. Le ministre a dit que le Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique était un organe dépassé.

M. Marchant estime que c'est un peu fort. Pourquoi cet organe est-il dépassé, pourquoi ne l'a-t-on pas remis sur pied, pourquoi ne lui a-t-on pas demandé son avis?

M. Marchant estime néanmoins qu'il faut relire l'avis du Conseil d'Etat. En effet, dans son avis, le Conseil d'Etat dit explicitement que: «Les explications données par le délégué du ministre ne peuvent justifier le défaut de consultation du Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique dont la création et la mission d'avis obligatoire sont prévus par les dispositions de la loi du 7 juillet 1970», dispositions qui n'ont pas été abrogées à ce jour.

Dans la réponse à la question orale posée par ce commissaire, le ministre a dit que: «Le Gouvernement a estimé que le Conseil d'Etat exigeait à tort la consultation du Conseil supérieur avant de donner un avis sur ledit projet.»

M. Marchant observe que le 13 novembre dernier, Mme la présidente demandait un avis au Conseil d'Etat. Cet avis disait: «La section de législation du Conseil d'Etat ne pourra rendre un avis sur le texte donné que lorsque la procédure sera suivie. Néanmoins, la section de législation tient à faire remarquer dès à présent que le projet de décret reste en défaut d'arrêter plusieurs règles essentielles en matière d'enseignement et qu'il n'est dès lors pas conforme à l'article 24, § 5, de la Constitution».

Or, M. Marchant observe que la note de maître Uyttendaele date du 20 août c'est-à-dire

avant le second avis du Conseil d'Etat. Il se dit prêt à examiner le texte mais tient néanmoins à souligner que tout cela confirme l'absence de dialogue.

Suite à la demande de Mme Stengers et de M. Marchant, une suspension de séance est accordée.

Mme Persoons, après avoir pris connaissance de la note de maître Uyttendaele, constate que la pratique de passer outre l'avis du Conseil d'Etat au travers du recours aux cabinets d'avocats est très malsaine et peut poser un problème au niveau juridique, sur la reconnaissance d'un organe comme le Conseil d'Etat dont la compétence est fixée par la loi et dont la consultation s'impose.

Mme Persoons remarque que dans la note de maître Uyttendaele, la disposition de 1970 qui prévoyait la consultation du Conseil supérieur doit être considérée comme ayant été implicitement abrogée. Cette commissaire pense qu'il faut faire extrêmement attention. En se basant sur un tel texte, cela revient à dire que tous les arrêtés qui réglaient jusqu'à présent l'enseignement supérieur artistique auraient été abrogés implicitement depuis la révision de la Constitution. Cela veut dire que l'on fonctionne actuellement sans aucune base légale.

Mme Persoons pense que c'est une dérive dangereuse et une extension forte et beaucoup trop large de ce qu'implique la révision de la Constitution.

Mme Persoons regrette surtout l'absence d'avis du Conseil d'Etat parce qu'il s'agit d'un projet extrêmement important, attendu depuis un certain temps par les professeurs et les élèves.

Elle pense également, comme l'a suggéré Mme Stengers, qu'il serait peut-être opportun d'abroger cet article afin que l'on ait un avis; avis qui permettrait à cette commission de mieux travailler.

Observant le second avis du Conseil d'Etat, Mme Persoons remarque que la section de législation ne pourra pas rendre un avis. Donc, que le Conseil d'Etat ne s'est même pas prononcé sur le texte que nous allons examiner.

Enfin, Mme Persoons marque une réticence en ce qui concerne l'abrogation implicite de toute norme qui prévoyait avant la compétence du Gouvernement des consultations préalables.

Mme Stengers voudrait ajouter que si l'on va au fond des choses et en disant ce que dit M. Uyttendaele, cela vaut pour n'importe quelle autre disposition. On pourrait considérer que toute la législation sur le Pacte scolaire est implicitement abrogée dès lors que l'article 24, § 5, de la Constitution a été adopté. Cela ne tient pas la route.

Mme Stengers observe qu'il y a une profonde contradiction dans les propos tenus par le ministre puisque premièrement, il dit que le Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique est dépassé et qu'il n'en a pas besoin et dans un deuxième temps, le ministre souligne qu'une fois le projet de décret adopté, il aura besoin de reconstituer ce Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique.

Mme Stengers se demande, dès lors, puisque le ministre a besoin de ce Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique, pourquoi n'a-t-il pas, depuis le mois de juin 1998, procédé au renouvellement de son effectif et à sa remise en place.

Mme Stengers regrette de ne pas avoir une instance qui, pour un projet de décret aussi important et fondamental que celui-ci, donne un avis et puisse nous dire quelle orientation prendre.

Par conséquent, la question qui se pose également est de savoir où en est le ministre dans le cadre de la création de ce Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique.

Lorsqu'il lit la consultation rédigée par le cabinet Uyttendaele et plus particulièrement quand il y trouve écrit « en l'espèce, le ministre ne peut donc être lié par l'avis du Conseil d'Etat qui estime sa consultation prématurée. Il lui est tout à fait possible de passer outre et de déposer l'avant-projet sur le bureau du Conseil. En décidant du contraire reviendrait à conférer à la section de législation un pouvoir contraignant incompatible avec le titre II des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. » M. Marchant estime qu'il s'agit très certainement d'une argumentation intéressante sur le plan juridique, mais qu'elle ne l'est pas du tout sur le plan de la problématique de la concertation évoquée par Mme Stengers.

Il constate actuellement le mécontentement des gens de terrain dans l'enseignement artistique. Il plaide pour qu'il y ait un organe où tous ces acteurs seraient réunis afin d'élaborer une réforme bien pensée et structurée.

Il déplore la carence du ministre en ce point. Il lui reproche d'arriver avec un projet minimaliste et ce, sans même avoir un avis du Conseil d'Etat.

M. Scharff croit, lui aussi, que l'avis du Conseil d'Etat est toujours très important. Il confie qu'il le lit toujours avec grand intérêt. Si l'avis est absent, il poursuit que ce n'est pas la première fois que cela arrive. En effet, il se souvient que parfois le Conseil d'Etat ne répond pas, soit parce que le délai est trop court, soit pour d'autres raisons. Il rappelle que le Gouvernement a fait son travail puisqu'il a demandé l'avis de la haute juridiction qui lui a malheureu-

sement répondu qu'elle ne pouvait pas rendre d'avis.

Par ailleurs, il tient à rappeler que l'avis du Conseil d'Etat n'est jamais contraignant pour les parlementaires. Il souligne qu'à ses yeux, la procédure juridique a été respectée et que l'essentiel est de voir s'il y a éventuellement des améliorations à apporter sur le fond. Il déplore ces remarques purement formelles qui n'ont qu'un effet dilatoire. A cet égard, il répète que l'argumentation juridique n'est pas à défendre.

Le ministre insiste sur le fait que la législation en la matière repart à zéro. Dès lors, il juge que consulter un conseil créé en vue de donner des avis sur l'exécution de la loi de 1970 n'a pas beaucoup de sens. Aussi, il fait remarquer que le législateur de 1970 n'a pas d'abord constitué un Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique pour donner un avis sur sa législation de 1970. Il répète qu'en la matière, un conseil sera effectivement institué pour donner un avis sur les mesures d'exécution du présent projet de décret.

Quant à l'absence d'avis du Conseil d'Etat, il tient à faire remarquer qu'il existe tout de même un avis puisque certaines observations ont été formulées lors de la deuxième consultation de la haute juridiction. Il note qu'il n'a pas pu tenir compte de ces observations puisque le texte était déjà déposé sur le bureau du Parlement. Aussi, il constate que, par voie d'amendement, il pourra être éventuellement tenu compte de ces observations.

En ce qui concerne la consultation des opérateurs de terrain, le ministre informe les commissaires que pendant près de deux années, ces opérateurs ont été consultés. Il précise qu'il y a eu tant de consultations officielles qu'officieuses et que tous les pouvoirs organisateurs ont été consultés. Il met en évidence qu'il a même créé une commission pour l'avenir de l'enseignement de l'architecture afin de connaître si son futur était exclusivement dans l'enseignement supérieur artistique ou dans l'enseignement universitaire. Il informe qu'il tient ce rapport à la disposition des parlementaires. Il espère que les commissaires ne croient pas que le projet de décret a été élaboré en négligeant les avis des opérateurs de terrain.

Le ministre répète que sa principale préoccupation est que les diplômes délivrés par l'enseignement artistique soient reconnus comme diplômes de l'enseignement supérieur et valorisés sur le plan international.

Il voudrait rappeler aux parlementaires de la Communauté française qui sont aussi au Parlement wallon que lors de l'examen du décret relatif aux infrastructures sportives, il a été aussi reproché au ministre de ne pas avoir consulté le

Conseil supérieur du sport. Il s'est défendu, à l'époque, en rappelant que le législateur avait décidé que ces matières relevaient d'une autre instance. Dès lors, il a jugé qu'il ne devait pas faire appel à une instance qui implicitement avait été dépossédée de ses pouvoirs. Par conséquent, il n'a pas en l'espèce l'impression qu'il réalise une démarche qui soit plus illégale que celle pratiquée en matière d'infrastructures sportives.

Mme Stengers n'est pas satisfaite par les réponses du ministre car elle constate que dans le projet de décret, il n'y a pas de disposition abrogatoire. Elle en conclut que le Gouvernement se rallie donc à la thèse du cabinet Uyttendaele. Par rapport au Conseil supérieur de l'enseignement artistique, elle réitère sa demande au ministre. Elle trouve qu'à partir du moment où il y a travaillé deux ans, le ministre aurait pu mettre en place un Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique. Elle se demande comment le ministre s'y prendra pour constituer, sans délai, ce Conseil étant donné que la législation en la matière est implicitement abrogée si l'on suit la thèse du cabinet Uyttendaele. Elle juge que pour l'entrée en vigueur de ce projet de décret, le Conseil supérieur est indispensable. Elle se demande encore comment le ministre n'a pas réussi à le mettre en place en deux ans.

M. Marchant se réfère aux propos du ministre sur la création d'une commission pour l'avenir de l'enseignement de l'architecture. A l'heure actuelle, il remarque qu'au-delà des intentions affichées par le ministre, il n'y a aucune disposition qui apporte d'améliorations à la situation de l'enseignement de l'architecture hors universités. Il souligne que cela concerne beaucoup de domaines comme l'accès à la recherche fondamentale, l'organisation des études de troisième cycle, l'équivalence de diplômes avec ceux livrés par la filière universitaire, les conditions de titres à l'accès à la fonction d'enseignant et les conditions d'accès à la profession d'architecte.

Mme Persoons ne voit pas, dans le texte proposé à l'examen, d'articles abrogeant la loi de 1970. A ce propos, elle pense qu'il serait utile que le rapport mentionne les dispositions toujours en vigueur étant donné qu'il n'y aura, si elle comprend bien, aucune abrogation explicite de la loi 1970.

Le ministre donne lecture de l'article 16, § 2, de la loi du 7 juillet 1970 qui dispose que jusqu'à ce qu'une loi règle cette matière, la structure, le classement, la réglementation établie en matière d'enseignement artistique supérieur reste en vigueur. Il conclut que depuis 29 ans, nous sommes sous l'empire de cette disposition. Il ajoute que les dispositions seront remplacées progressivement et qu'il est évident que le décret

de classement est une opération préalable à la réorganisation de l'enseignement supérieur artistique; d'autres décrets seront nécessaires afin de fixer la structure, le statut et le financement de cet enseignement. A cet égard, il confirme que le Gouvernement est conscient que le travail n'est pas achevé étant donné qu'il a fixé la date d'entrée en vigueur du présent texte au 1^{er} septembre 2000.

A Mme Stengers, le ministre répond qu'il n'avait aucune raison de réactiver un Conseil supérieur de l'enseignement artistique puisqu'il estime que cette instance n'a pas de droit de regard sur la législation de base en cours d'élaboration. Il rappelle que le Conseil avait été institué par la loi de 1970 afin d'être un conseiller du Gouvernement pour les mesures d'application de cette loi. Aussi de la même manière, il considère que le futur Conseil de l'enseignement supérieur sera le conseiller du Gouvernement de la Communauté française pour la mise en application du décret.

Par rapport à l'enseignement de l'architecture, il signale à M. Marchant qu'il est classé depuis 1977 et que dès lors cet enseignement n'est pas directement concerné par ce décret qui met les autres domaines de l'enseignement artistique au même niveau que l'enseignement de l'architecture. Le texte, présenté aujourd'hui, met fin à un déséquilibre. Il répète qu'ensuite, il s'agira de prendre des mesures pour réorganiser cet enseignement.

Il tient à insister à nouveau sur le fait que le Conseil supérieur de l'enseignement artistique sera le conseiller du Gouvernement pour la mise en application du décret.

Mme Stengers rappelle que ce projet de décret a été élaboré sans l'avis du Conseil d'Etat ni du Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique.

Les amendements, actuellement déposés, vont apparemment profondément modifier le fond de ce projet de décret. Mais après avoir consulté un ensemble d'acteurs intervenant dans le domaine visé par celui-ci, Mme Stengers n'en demeure pas moins sceptique. En effet, il lui semble absurde de dissocier le classement, absolument nécessaire, selon elle, notamment pour la reconnaissance des diplômes d'un ensemble d'éléments intervenant pour le devenir de ces écoles, écoles qui sont pour la plupart performantes et bien cotées, même au niveau international.

Mme la députée précise qu'on ne trouve rien dans ce projet de décret en ce qui concerne le financement, l'encadrement, le statut du personnel ou encore le regroupement ou le non regroupement éventuel.

L'option « hautes écoles » semble même disparaître de la vision des choses du ministre de

l'Enseignement supérieur qui s'orienterait plutôt vers la création d'instituts supérieurs des arts, instituts à qui l'on attribuerait une spécificité bien méritée.

Mme Stengers précise que l'objectif prioritaire de ce projet de décret, le classement, est développé à la section V; section entourée, selon elle, d'un ensemble de dispositions particulièrement confuses.

Elle cite à titre d'exemple la section II où des spécificités extrêmement compliquées sur les champs interdisciplinaires sont énoncées.

Il en va de même pour la musique et les arts de la parole avec notamment la fixation de listes exhaustives d'instruments dont l'exigence de pratiques quotidiennes varie sans raisons clairement explicitées.

Mme Stengers déclare que le ministre de l'Enseignement supérieur invoque l'urgence pour 6 000 élèves concernés par ce projet de décret.

Elle signale que de toutes façons, ils attendront encore jusqu'au 1^{er} septembre 2000, date d'entrée en vigueur de celui-ci.

L'urgence ne se situerait-elle pas, selon elle, plutôt du côté de plusieurs professeurs arrivant à l'âge de la pension et dont la situation devrait être régularisée ?

M. le ministre précise qu'il est vrai que des situations individuelles devraient, de manière urgente, être réglées, notamment en ce qui concerne la problématique de la mise à la pension.

Mme Stengers regrette qu'il n'ait pas été donné un poids équivalent à tous les instituts supérieurs des arts; des possibilités de programmation et de création étant possibles dans certains établissements. C'est le cas de l'IMEP qui est de type court actuellement et qui pourrait être de type long; non seulement pour la musique mais également pour les arts de la parole, bien que ces derniers soient enseignés, non seulement dans les conservatoires mais également dans des établissements tel l'INSAS alors qu'il y a pléthore de comédiens.

Mme Stengers désire recevoir des informations en ce qui concerne l'IMEP, et notamment son statut, le nombre d'élèves, de professeurs, les domaines d'activités ainsi que les problèmes rencontrés dans cet établissement qui justifie à lui seul certaines dispositions de ce projet de décret.

D'autres établissements pourraient créer du type long, notamment en restauration ou conservation d'œuvres et d'objets d'art; ce qui semble introduire des inégalités non justifiées entre les établissements œuvrant dans ces secteurs.

Mme Stengers s'étonne de lire dans l'exposé des motifs qu'il convient de veiller à maintenir la spécificité de l'enseignement artistique et de lui donner les moyens d'un fonctionnement optimal. Elle ne voit malheureusement pas apparaître cela dans le projet de décret. Elle adhère totalement au développement de l'exposé des motifs mais précise que l'on ne retrouve rien de ces considérations ou si peu dans le texte même du projet de décret et dans ses diverses dispositions.

Qu'en est-il du regroupement en hautes écoles qui semble disparaître des amendements de la majorité ?

Mme Stengers déplore que ce projet de décret nie la spécificité de l'ensemble des institutions œuvrant dans l'enseignement supérieur artistique. Les champs interdisciplinaires ne permettent plus, selon elle, de se spécialiser de façon « pointue » dans certains domaines comme l'orfèvrerie, la gravure ou la sculpture.

Il faudrait, de plus, examiner plus longuement le problème des admissions. Quant au financement, il devrait tenir compte des spécificités de chacun.

M. Marchant ne désire pas s'attarder sur les multiples rebondissements liés aux tentatives de restructurer l'enseignement supérieur artistique. Pour cet enseignement que l'on dit « réfractaire à toute réforme », une réforme est annoncée depuis presque trente ans. La législation de cet enseignement est, selon lui, obsolète, lacunaire, incohérente même par endroits.

Celui-ci est actuellement structuré en enseignement supérieur artistique de type court et de type long (loi de 1970), en enseignement supérieur artistique de troisième degré, en enseignement artistique supérieur de deuxième et de troisième degré (loi de 1955), enseignement classé dans l'artistique supérieur mais sans précision de degré (IMEP), en enseignement artistique réputé de niveau supérieur (conservatoires) et en enseignement dont le niveau n'est même pas défini (danse). Il y aurait de quoi y perdre son latin !

L'enseignement artistique non classé en type court et en type long (conformément à la structure de la loi de 1970) repose aujourd'hui sur une réglementation devenue obsolète et lacunaire, de sorte que la Cour des comptes s'oppose, depuis plusieurs années, à tout nouvel engagement à titre définitif et refuse d'apposer son visa sur certains dossiers pensions. Récemment, des anciens professeurs de l'IMEP ont d'ailleurs fait savoir publiquement leur désarroi. De plus, parallèlement à l'absence de plan de programmation et de rationalisation, « l'artistique supérieur » subit depuis 1994 un blocage du nombre d'heures d'enseignement, quelle que soit la fluctuation de son nombre d'étudiants.

M. Marchant rappelle que la restructuration de l'enseignement supérieur en hautes écoles s'est effectuée à partir de 1995; elle s'est opérée à travers l'ensemble des catégories de l'enseignement supérieur à l'exception de la catégorie artistique. En effet, le décret du 5 août 1995 dispose en son article 2 que le texte ne s'applique pas aux établissements de l'enseignement supérieur qui organisent uniquement des études relevant de l'enseignement artistique. Ainsi, hormis trois sections d'établissements (les trois sections de la catégorie artistique actuellement regroupées en hautes écoles appartiennent aux instituts Bisschofsheim, Reine Astrid et Alexandre André de Saint-Ghislain), l'enseignement artistique s'est trouvé exclu de cette réforme. L'argument invoqué en 1995 pour soustraire l'artistique relevait de la « spécificité » de cet enseignement.

M. le député Marchant déclare que le ministre Grafé a ainsi confié à M. Jean Magy la mission d'organiser la réforme des enseignements artistique supérieur et supérieur artistique autour de trois textes distincts. Dans cette optique, les six secteurs de l'enseignement artistique étaient structurés en trois grands domaines: l'architecture et les arts plastiques, les arts du spectacle et techniques de diffusion, la musique et les arts de la parole.

Beaucoup d'acteurs de terrain lui ont signifié un important manque de concertation; ils avaient le sentiment de ne pas être écoutés par le cabinet. Au printemps 1997, une forte opposition s'est manifestée lors de la présentation d'un premier texte portant sur la réforme de l'enseignement audiovisuel.

M. Marchant signale qu'à l'automne 1997, M. le ministre Ancion s'est prononcé pour une réforme globale de l'enseignement artistique.

Le 18 février de l'an passé, une version de projet de décret a été présentée aux organisations syndicales lors d'une réunion — unique — de concertation. Ce n'était que la 13^e mouture de l'avant-projet de décret relatif à l'enseignement supérieur artistique. Ce texte visait à la fois à établir le processus de classement des établissements artistiques et leur intégration dans le cadre législatif de l'enseignement supérieur des hautes écoles. Cette optique de travail opérait un virage à 180° par rapport à l'option présentée antérieurement par M. Magy.

Selon M. Marchant, ce texte était inacceptable pour toute une série de raisons:

- il restait muet sur des dispositions aussi importantes que: les mesures statutaires transitoires pour les enseignants, la répartition des moyens financiers alloués aux établissements, les normes d'encadrement;

- il n'apportait aucune réponse au fait que l'architecture attend, depuis son classement au

type long, que soient pris les arrêtés d'application à la loi de 1977;

— il ne garantissait aucunement le développement des formations arts plastiques déjà classées au type court; que du contraire puisque certaines dispositions allaient dans le sens de dévaloriser ce niveau d'enseignement (limitation de l'accès aux fonctions d'enseignement pour les gradués, ...).

Ce même intervenant déclare que de nombreuses réactions négatives se sont exprimées par rapport à ce texte. M. le ministre a, selon lui, allégé ce texte par rapport à toute une série de critiques émises et a voulu présenter dans une forme « minimale » le décret classement.

D'une manière générale, ce texte a pour ambition de classer les établissements d'enseignement artistique dans l'enseignement supérieur de type court et de type long, avec date d'entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2000. Ce projet de décret concerne les établissements des 2^e et 3^e degrés ainsi que l'enseignement réputé de niveau supérieur (la musique). L'enseignement de l'architecture ne figure pas dans ce texte, au motif officiel que cet enseignement est déjà classé au type long.

M. Marchant regrette que ce projet de décret ne prenne en compte ni l'ensemble des « domaines de l'enseignement artistique » ni l'ensemble des « niveaux » de l'enseignement supérieur, ni même l'ensemble des paramètres à aborder dans le cadre d'une restructuration. Hormis le reclassement au type long de trois formations, actuellement classées au type court, ce projet de décret prétend procéder au seul classement des seules formations actuellement non classées selon la structure de la loi de 1970.

Le même intervenant signale que dans l'exposé des motifs, on peut lire: « l'objectif poursuivi par le présent décret est de compléter le classement des établissements considérés dans la structure de la loi du 7 juillet 1970 ». Il précise que le classement des formations des 2^e et 3^e degrés aura des répercussions sur l'ensemble de l'enseignement artistique, ne fût-ce que sur le plan financier car il s'agit de réaliser une « opération blanche ».

Opérer, selon lui, le seul classement des formations des 2^e et 3^e degrés modifiera en profondeur l'ensemble de l'offre de formation et aura des répercussions importantes sur celles figées au type court parce que « préalablement » classées. A titre d'exemple, il rappelle que dans l'enseignement libre, la presque totalité des formations en arts plastiques sont déjà classées au type court et seront, de ce fait, dévalorisées dès l'instant où l'on organisera les mêmes formations en type long.

M. Marchant signifie que le projet de décret fixe les grandes lignes du « classement » de l'en-

seignement artistique supérieur, sans toutefois énoncer l'ensemble des dispositions corollaires à ce « classement ». Ainsi, il regrette que le texte soit muet en ce qui concerne la répartition des moyens qui seront alloués à chaque domaine: celui des arts plastiques, visuels et de l'espace, celui de la musique et des arts de la parole et enfin celui des arts du spectacle et techniques de diffusion), à chaque type d'enseignement, muet en ce qui concerne les mesures statutaires transitoires ...

L'article 19 du projet de décret indique: « Un décret fixera les règles en matière de financement, d'encadrement en personnels (...). Il déterminera les dispositions statutaires applicables aux personnels et celles visant les droits et devoirs des étudiants. » Ainsi, donc, M. Marchant pense que les établissements sont invités à acheter leur classement dans un sac.

L'exposé des motifs rappelle que « l'enseignement artistique n'est toujours pas doté du plan de rationalisation et de programmation requis depuis par la loi du 29 mai 1959 sur le Pacte scolaire ». Mais aucune disposition ne comble, selon lui, cette lacune. Il s'agit de procéder au classement sans offrir les moyens d'opérer ce classement.

M. Marchant désire terminer cette intervention en abordant une série d'autres problèmes que pose le projet de décret:

1. sur le classement lui-même;
2. la création d'un sous-statut pour l'enseignement artistique.

M. Marchant rappelle que toute création au classement d'un diplôme de l'enseignement supérieur doit suivre certaines formalités. En ce qui concerne l'enseignement supérieur de type court et de type long, elles sont, notamment, définies par la loi du 7 juillet 1970, article 16, relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, l'article 24, § 5 de la Constitution, et les différentes règles d'organisation de l'enseignement supérieur de type court et de type long.

Pratiquement, tout classement ou création de diplômes doit au moins prévoir:

- l'intitulé du diplôme;
- son classement, soit dans l'enseignement supérieur de type court, soit dans l'enseignement supérieur de type long;
- la grille horaire minimale que doivent suivre les étudiants;
- la protection du diplôme s'il s'agit d'un diplôme délivré par l'enseignement supérieur de type long;
- les règles d'assimilation des anciens diplômes aux nouveaux diplômes.

Il déclare que le projet de décret, actuellement à l'étude, ne règle que les deux premiers points. Et encore, l'article 11 du projet de décret est, selon lui, tellement mal écrit (grade de candidat en musique ou en arts de la parole), qu'il faut lire l'article 10 pour comprendre qu'il s'agit en fait de deux diplômes (licence en musique et licence en arts de la parole).

Les deux points suivants (grille horaire, protection du diplôme) sont selon lui inexistantes. Ce même intervenant se déclare stupéfait qu'à l'ordre du jour de cette commission soit inscrit le projet de décret créant de nouveaux diplômes dans les hautes écoles, qui, lui est parfaitement conforme à la procédure de classement, alors que les deux textes proviennent du même cabinet.

Enfin, pour le dernier point (assimilation des anciens diplômes), M. Marchant signale que la méthode proposée, par arrêté du Gouvernement, est complètement illégale. Non seulement par rapport à l'article 24, § 5, de la Constitution, mais aussi par rapport aux principes du droit et à la protection juridique des diplômes.

Pour reprendre le dernier exemple en date, les anciens diplômes du troisième degré délivrés par l'IHECS ont été assimilés, par décret, à la nouvelle licence que délivre cet établissement depuis son classement dans le type long. Et il en va de même pour les diplômes d'architectes en 1978, de la procédure d'assimilation prévue pour les diplômes d'ingénieurs techniciens vers ceux d'ingénieurs industriels, etc.

Enfin, M. Marchant formule sa deuxième demande qui est relative à la création d'un sous-statut pour l'enseignement artistique.

Il constate que le projet de décret proposé ne respecte pas la procédure de classement, et de surcroît, contient des mesures qui sont incompatibles avec les objectifs qu'il poursuit et qui reviennent à considérer de fait l'enseignement supérieur artistique comme un sous-enseignement.

Il rejoint l'avis de Mme Stengers sur le fait que le texte du projet de décret oscille entre la loi de 1970 et le décret du 5 août 1995.

Ainsi, déclare-t-il, si l'on considère que l'objectif du Gouvernement est d'insérer l'enseignement supérieur artistique dans le modèle des hautes écoles (voir page 3 de l'exposé des motifs), les dispositions suivantes sont en contradiction formelle avec le décret du 5 août 1995.

— La définition décrétale des objectifs particuliers de l'enseignement artistique (articles 2 et 6).

M. Marchant rappelle que le décret du 5 août 1995 ne définit nullement les objectifs particuliers de chacune des catégories d'ensei-

gnement. Et pour cause, le décret fixe les objectifs généraux (article 5) et laisse le soin aux hautes écoles de définir les objectifs particuliers via le PPSC (projet pédagogique, social et culturel). Ici, au contraire, juge M. Marchant, les membres de la commission dénie l'autonomie des établissements pour définir par décret les objectifs particuliers. Comment dès lors expliquer qu'une catégorie d'enseignement fasse l'objet d'un traitement différencié au sein même d'une haute école.

— Organisation des cours

M. Marchant dit que l'article 3 du projet reprend une série de dispositions relatives à l'organisation des cours. Il fait remarquer que, si cet article pourrait être commun à l'ensemble des diplômes de l'enseignement artistique, il reprend des dispositions qui sont déjà existantes dans le décret du 5 août 1995 et dans ses arrêtés d'application.

Ainsi, le premier et le troisième alinéas se retrouvent dans les articles 21*bis*, 29 et 30 du décret du 5 août 1995. Et le deuxième alinéa est une copie conforme de l'article 2, § 4 de l'arrêté du Gouvernement du 2 juin 1996.

En recopiant des dispositions existantes, et encore uniquement pour certaines formations de l'enseignement supérieur artistique, le projet n'améliore nullement la sécurité juridique des textes et en plus opacifie la législation.

— Classement des cours

M. Marchant rappelle que l'article 4 du projet de décret prévoit que le Gouvernement classe les cours en cours artistiques, cours généraux et cours techniques. A cet égard, il souhaiterait quand même que le Gouvernement lui explique sa politique de classement des cours car au début de l'année la commission a voté le projet de décret relatif aux fonctions et titres pour les membres du personnel enseignant dans les hautes écoles. Or, l'exposé du ministre indique que la distinction entre les cours généraux, les cours spéciaux et les cours techniques apparaissait bien désuète. Et voilà maintenant que le ministre revient avec une telle distinction.

M. Marchant se permet dès lors de rappeler au ministre que ces deux textes proviennent du même cabinet, en l'occurrence celui du ministre.

— Création des diplômes

M. Marchant déclare que les articles 5 et 11 du projet prévoient la création d'une maîtrise. Dans l'article 5, apparaît entre parenthèses la mention « DESS » (diplôme d'études supérieures spécialisées) à propos du grade de maître en arts plastiques. Manifestement, la maîtrise doit être assimilée à un diplôme d'études supérieures spécialisées. Mais pourquoi, dès lors, avoir des règles d'organisation différentes entre la